

**A n h a n g**  
**A n n e x e s**

**1 - 5**

**zum Stadtratsprotokoll Nr. 1**

**vom 18. Januar 2024**

**au procès-verbal n° 1**

**du 18 janvier 2024**

## Réponse

**au postulat 20230143, Vouillamoz Naomi, Groupe Alliance Verte, « Planification canopée : la Ville de Bienne augmente sa couverture arborisée à 30 % d'ici à 2040 »**

L'autrice du postulat demande au Conseil municipal l'élaboration d'une planification d'arborisation permettant d'atteindre au moins 30 % de canopée sur son territoire (hors zones forêts) d'ici 2040. Cette planification doit notamment comprendre un inventaire détaillé des arbres existants, de l'ampleur de leur canopée ainsi que de leur capacité d'adaptation au changement climatique. La planification doit être réalisée en fonction de la situation et du type d'urbanisation sur l'ensemble du territoire biennois, tant sur les parcelles communales que privées. Il doit être tenu compte des ressources humaines et financières à déployer et la mise en œuvre doit cibler les emplacements prioritaires et les espèces résistantes, à l'exemple de la stratégie d'arborisation mise en place par le Service des parcs et domaines de la Ville de Lausanne avec son « objectif canopée ».

Le Conseil municipal partage l'avis de l'autrice du postulat quant au rôle central que les arbres et la végétation sont amenés à jouer pour préserver la qualité de vie en milieu urbain. Le réchauffement climatique et ses effets représentent les plus grands défis de notre époque. Les villes sont particulièrement touchées par la chaleur en raison du fort réchauffement pendant la journée et du refroidissement limité pendant la nuit. Le deuxième volet de la Stratégie climatique, consacré à l'adaptation au changement climatique, est actuellement en cours d'élaboration. L'objectif est de définir d'ici février 2024 les principes stratégiques et les mesures d'adaptation au changement climatique, afin de lutter contre la chaleur excessive en ville et de protéger au mieux la population biennoise contre les conséquences indésirables du changement climatique. En parallèle, le Conseil municipal examine actuellement les modalités de mise en œuvre de « l'Initiative climat urbain Bienne », laquelle demande que la Ville de Bienne transforme chaque année, pendant dix ans, au moins 1 % de la surface des rues sur le territoire de la ville en surfaces dévolues à la mobilité active et aux transports publics ainsi qu'en surfaces réservées aux arbres et autres espaces verts.

Les exigences du présent postulat trouveront certainement une réponse dans les travaux décrits plus haut. À ce stade, le Conseil municipal signale par ailleurs les éléments d'arborisation qui sont déjà intégrés, d'une part, dans les projets d'aménagements urbains récents ou en cours (à l'exemple de la valorisation des quais de la Suze ou du réaménagement de l'Île-de-la Suze) et, d'autre part, dans les projets d'aménagement de la circulation (notamment dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement en matière de circulation). Par ailleurs, le Secteur des espaces verts de la Ville de Bienne planifie à l'automne 2023 une visite des services de l'urbanisme et des espaces verts de la municipalité de Lausanne, afin d'en apprendre plus sur les tenants et aboutissants de ladite Stratégie d'arborisation. S'en suivra une évaluation objective de la démarche et des moyens financiers et humains à engager tant pour la réalisation que pour l'entretien qui en découle.

Au vu de ce qui précède, le Conseil municipal propose au Conseil de ville d'adopter le postulat 20230143.

Bienne, le 4 octobre 2023

Au nom du Conseil municipal

Le maire :

Le vice-chancelier :

Erich Fehr

Julien Steiner

Annexe :

· Postulat 20230143



Vorstoss Nr. / Interv. no:

Termin GR / Délai CM:

Direktion / Direction:

Mitbericht / Corapport:

20230143

## Postulat

### Planification canopée : la ville de Bienne augmente sa couverture arborisée à 30% d'ici à 2040

Il est demandé au Conseil Municipal d'élaborer une planification d'arborisation permettant d'atteindre au moins 30% de canopée sur son territoire (hors zones forêts) d'ici à 2040.

La planification comporte au moins les points suivants :

- La ville complète son cadastre des arbres avec dans la mesure du possible les attributs suivants : type d'arbre (allée, parc, ...); capacité d'adaptation au dérèglement climatique ; canopée actuelle et canopée potentielle à l'horizon 2040 (en mètre carré)
- La ville évalue son indice de canopée actuel par secteur (quartiers, rues, places...). Elle utilise pour cela les moyens existants (par ex. images aériennes récentes et outils SIG).
- La ville évalue la répartition de son indice de canopée également en fonction de la propriété (terrains privés versus terrains communaux), ceci afin d'estimer si l'objectif canopée peut être atteint en travaillant sur les parcelles communales uniquement. Dans le cas contraire, la ville réfléchit aux moyens qui permettraient d'influencer l'arborisation des parcelles privées.
- La ville évalue le type d'arborisation adéquat pour ses places et ses rues (voir par exemple l'exemple de la stratégie d'arborisation de la ville de Lausanne, Figure 1)<sup>1</sup>.
- La ville détermine et cible les places et les rues où l'arborisation doit se faire de manière prioritaire en raison des îlots de chaleur.
- La ville évalue la possibilité de planter des arbres fruitiers.
- La ville évalue le nombre d'arbre à déployer et les ressources (financières et humaines) à prévoir pour la plantation et l'entretien des arbres, en tenant compte de la désimperméabilisation des sols, ainsi que du besoin d'entretien accru des jeunes plants.
- La ville met en œuvre la planification canopée afin d'atteindre 30% de canopée au moins d'ici à 2040.

## Motivations

En raison du dérèglement climatique, les vagues de chaleur estivales augmentent non seulement en intensité, mais également en fréquence. Il en va de même pour les risques sanitaires associés. Les températures dans une ville peuvent facilement atteindre 5-7°C de plus que dans la campagne environnante<sup>2</sup>. Les causes principales de ces « îlots de chaleur » sont l'absence de végétation, la prédominance de l'asphalte et de matériaux de construction de couleur sombre qui absorbent la chaleur ou encore l'évacuation de la chaleur des systèmes de climatisation.

Une étude récente indique qu'une couverture végétale de 30% des villes (contre 14.9% en moyenne aujourd'hui) permettrait de réduire de 30% les décès prématurés liés aux canicules estivales<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> <https://www.lausanne.ch/apps/actualites/Next/serve.php?id=10577>

<sup>2</sup> <https://www.meteosuisse.admin.ch/climat/climat-de-la-suisse/chaleur-en-milieu-urbain.html>

<sup>3</sup> <https://www.letemps.ch/sciences/davantage-darbres-zones-urbaines-reduire-deces-lies-aux-canicules>

Les bienfaits procurés par les arbres et la végétation sont multiples et transversaux :

- Environnement : gardiens de la biodiversité, lutte contre les îlots de chaleur...
- Santé-valeur sociale : absorption de la pollution et du bruit, source d'équilibre, lieu de rencontre...
- Urbanisme et patrimoine : éléments structurants, témoins de l'histoire...
- Risques naturels : stabilisation des sols (glissement de terrain), prévention des inondations...

Dans ce contexte, les arbres sont appelés à devenir de formidables prestataires de services urbains. À l'ombre d'un arbre, la température diurne peut être jusqu'à 7 °C plus fraîche qu'aux alentours. Les arbres poussent lentement. Il faut compter en tout cas 20 ans pour obtenir l'ombre souhaitée. L'exemple de l'île de la Suze illustre bien ce phénomène. Les arbres ont été plantés durant l'hiver 2016/2017. Aujourd'hui encore, ils ne font guère d'ombre, bien que des arbres déjà grands aient été plantés à l'époque.

Afin que la ville de Bienne soit en mesure, à l'avenir, de permettre une qualité de vie élevée en été, la ville se doit prendre très rapidement des mesures contre les températures de chaleur extrêmes en adoptant une stratégie d'arborisation et de désimperméabilisation de ses sols.

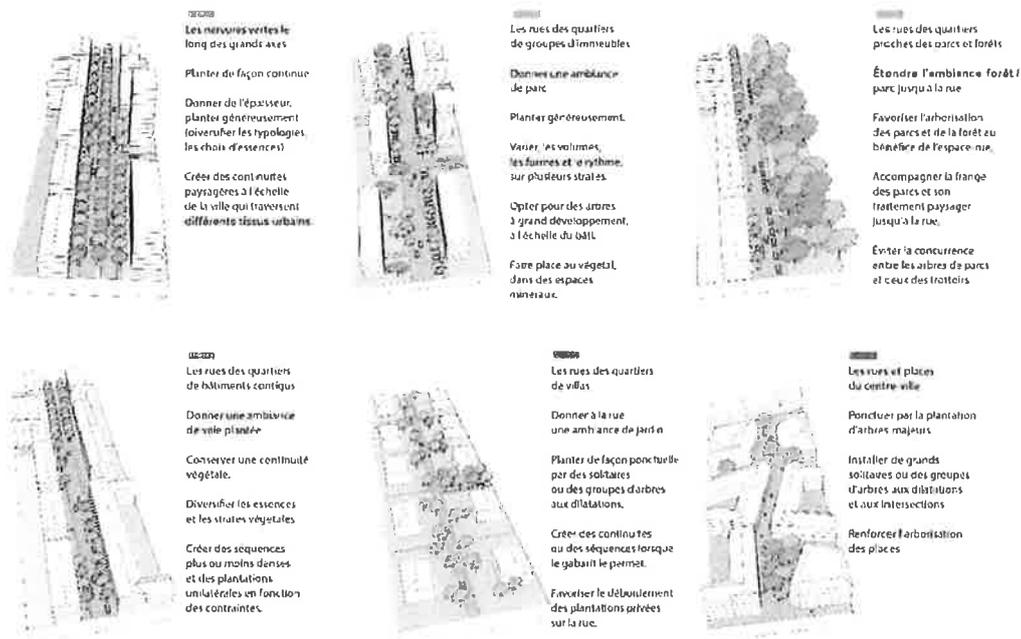


Figure 1. Extrait du dépliant « Objectif canopée » de la ville de Lausanne : les rues et places demain.

Biel / Bienne, le 24 mai 2023

Fraction Alliance Verte

Naomi Vouillamoz

N. Vouillamoz

R. Jäggi

Ruth Föllmer  
U. Roth

M. van der Weide

A. de Nadal

V. Sch

Ch. Schiess

S. Sch

T. Jäggi

## Beantwortung

**der dringlichen überparteilichen Motion 20230237, Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO, Schiess Christophe, Fraktion Grünes Bündnis, Marie Moeschler, Fraktion PSR, «Finanzkommission jetzt!»**

Die Diskussion um die Form, wie der Stadtrat in die Finanzstrategie und die Finanzsanierung einbezogen wird, ist ein kontrovers diskutiertes Thema. In diesem Zusammenhang wurde der Stadtrat nach Ansicht der Motionärinnen und Motionäre bisher nur marginal miteinbezogen und teilweise vor vollendete Tatsachen gestellt. Mit der dringlichen überparteilichen Motion beantragen die Urheberinnen und Urheber folgendes Vorgehen:

1. Es wird eine Finanzkommission für die weiteren Arbeiten im Zusammenhang mit der Sanierung des städtischen Finanzhaushaltes geschaffen (Substance 2030). Das Stadtratsbüro legt dem Stadtrat ein Geschäft zur Einsetzung der Finanzkommission vor.
  - a. Die Finanzkommission erhält folgende Aufgaben: Begleitung der Arbeiten des Gemeinderats rund um die Sanierung des städtischen Finanzhaushaltes
  - b. Vorberatende Kommission für Budget, Finanzplan und Rechnung.
2. Die Finanzkommission ist vorerst befristet bis zum Abschluss der Finanzsanierung.

Bereits mit einer als Postulat überwiesenen Motion (Überparteiliche Motion 20200364, Ruth Tennenbaum, PAS, Titus Sprenger, PAS, Dana Augsburg-Brom, PAS, Peter Heiniger, PdA, «Einsetzen einer ständigen Finanzkommission des Stadtrates») wurde im Jahre 2021 die Schaffung einer Finanzkommission gefordert. Der Stadtrat hat das Postulat an seiner Sitzung vom 24. Juni 2021 erheblich erklärt und hat dabei beschlossen, dass das Anliegen des Vorstosses im Rahmen der Revision der Stadtordnung und der darauf gestützten Revision der Geschäftsordnung des Stadtrates geprüft wird.

Demgegenüber wird mit der nun vorliegenden Motion nicht die Schaffung einer ständigen Kommission gefordert, sondern die Einsetzung einer (vorerst) befristeten Finanzkommission mit spezifischem Auftrag – im Sinne einer Spezialkommission.

Die Schaffung von zusätzlichen Kommissionen in verschiedenen Sachgebieten (insbesondere Bau und Finanzen) wurde letztmals im Rahmen der Beratung der Totalrevision der Stadtordnung am 20. November 2019 diskutiert. Ein entsprechender Antrag der Fraktion GLP+ wurde von einer Mehrheit des Stadtrates jedoch abgelehnt.

In der Diskussion wurde einerseits argumentiert, dass mit zusätzlichen Kommissionen die Sachkompetenz im Stadtrat erhöht würde und die Debatten im Stadtrat zielführender geführt werden könnten. Andererseits wurde daran erinnert, dass der Stadtrat Biel zwischen 1995 und 2000 die Anzahl Kommissionen drastisch reduzierte. So wurde unter anderen im Jahr 2001 die Baukommission abgeschafft und die Geschäftsprüfungskommission (GPK) mit der Finanzkommission zusammengeführt. Ziel dieser Reduktion war es, Konsistenz und Qualitätssicherung der parlamentarischen Beratungen sicherzustellen, und mit der bereichsübergreifenden Tätigkeit der GPK einen Überblick über die gesamte Verwaltungstätigkeit

zu gewährleisten. Zudem wurde argumentiert, dass sich die Besetzung von Kommissionen nicht immer einfach gestaltet, und dass die Geschäftsführung der Kommissionen zu einem nicht unerheblichen Mehraufwand für das Ratssekretariat führen würde.

**Zu Punkt 1:**

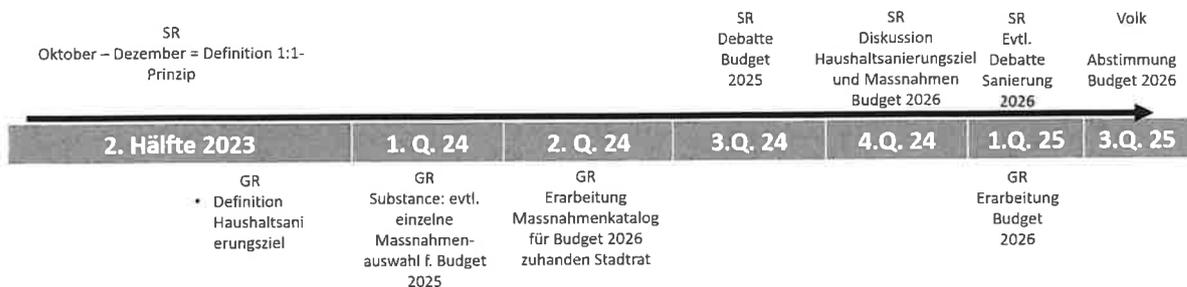
Nach Ansicht der Motionärinnen und Motionäre wurde der Stadtrat nur ungenügend in die bisherigen Arbeiten zur Finanzstrategie und Finanzsanierung einbezogen. Eine Spezialkommission mit klarem Auftrag könnte den Einbezug des Bieler Parlaments verbessern, hätte der Gemeinderat damit doch eine eindeutige Adressatin seitens Stadtrat betreffend die Begleitung und Vorberatung des Geschäfts.

Die von den Motionärinnen und Motionären geforderte Finanzkommission hat folgende Aufgaben zu erfüllen:

- a. Begleitung der Arbeiten des Gemeinderats rund um die Sanierung des städtischen Finanzhaushaltes
- b. Vorberatende Kommission für Budget, Finanzplan und Rechnung.

Die Aufsichtsfunktion bleibt somit weiterhin der GPK vorbehalten.

Für die Finanzsanierung ist gemäss aktuellen Angaben des Gemeinderates folgender Zeitplan vorgesehen:



Quelle: Bericht des Gemeinderates an den Stadtrat betreffend Finanzstrategie 2033, 27.9.2023, S. 4

Wird eine Finanzkommission im Sinne einer Spezialkommission geschaffen, so müsste diese voraussichtlich im 1. Quartal 2024 konstituiert werden, damit sie die Arbeiten zur Finanzsanierung in gewünschter Weise begleiten kann. Das bedeutet, die Wahl der Kommissionsmitglieder hätte an der Stadtratssitzung vom 22./23 März 2024 zu erfolgen. Bis zu diesem Zeitpunkt müsste auch ein vom Stadtratsbüro erarbeitetes Pflichtenheft vorliegen.

Des Weiteren bedarf die Schaffung einer Finanzkommission zusätzlicher Ressourcen im Ratssekretariat. So bindet alleine die Betreuung und Geschäftsführung der GPK rund 30-40 Stellenprozente. Der zusätzliche Stellenbedarf müsste noch ermittelt werden und wäre dem Stadtrat gleichzeitig mit dem Pflichtenheft und den Wahlvorschlägen zu unterbreiten.

## **Zu Punkt 2:**

Die vorgesehene Finanzkommission ist (vorerst) befristet bis zum Abschluss der Finanzsanierung einzusetzen, d.h. gemäss aktuell geltendem Zeitplan bis voraussichtlich zum 3. Quartal 2025.

Sollte zu einem späteren Zeitpunkt die Einsetzung einer ständigen Finanzkommission angezeigt sein, welche eine fachübergreifende Vorberatung und allenfalls auch Aufsicht wahrnehmen soll, müsste der Stadtrat gemäss Artikel 62ff der Stadtordnung im Reglement über die Grundsätze der Organisation der Stadtverwaltung Biel und über die vom Stadtrat zu wählenden ständigen Kommissionen (Organisationsreglement; SGR 152.01) – unter Vorbehalt von Artikel 41 Absatz 1 SO – die vom Stadtrat zu wählende ständige Finanzkommission aufnehmen und ihre Aufgaben, die Zahl der Mitglieder, die administrative Zuordnung und die Verfahrensregeln bestimmen. Dazu müsste jedoch deren Ziel und Zweck vorgängig diskutiert und präzisiert werden. Dies umso mehr, als sich der Stadtrat wie erwähnt noch am 20. November 2019 gegen die Möglichkeit ausgesprochen hatte, solche Kommissionen und namentlich auch eine Finanzkommission zu schaffen.

## **Antrag des Stadtratsbüros**

Das Stadtratsbüro ist der Auffassung, dass eine Finanzkommission die fachlichen Kompetenzen des Stadtrates und damit die Qualität der entsprechenden Stadtratsdebatten und -entscheide verbessern würde. Demzufolge schlägt das Stadtratsbüro die Einsetzung einer befristeten Finanzkommission vor, welche an die Erfüllung einer bestimmten Aufgabe – der Begleitung der Finanzhaushaltssanierung – und nicht an einen festgelegten Zeitraum gebunden ist. In diesem Sinne müssten die Aufgaben und Kompetenzen im Vorfeld klar definiert und abgegrenzt werden, was auch den Forderungen in der Motion entspricht (Begleitung der Arbeiten des Gemeinderats rund um die Sanierung des städtischen Finanzhaushaltes sowie Vorberatung des Budgets, Finanzplans und der Rechnung).

Obwohl sich die Arbeitsbelastung für einzelne Stadtratsmitglieder insgesamt erhöhen dürfte, könnte sich das Parlament mit einer Finanzkommission gezielter auf die Bewältigung der Probleme konzentrieren, die im Zusammenhang mit der Finanzhaushaltssanierung stehen. Demgegenüber würde die Einsetzung einer befristeten Finanzkommission der Geschäftsprüfungskommission erlauben, sich ohne zusätzlichen Aufwand auf die Vorberatung der zahlreichen Geschäfte aus anderen Sachbereichen sowie auf Aufgaben zu konzentrieren, die mit ihrer Rolle als Aufsichtsorgan der Verwaltung und des Gemeinderats zusammenhängen.

Das Stadtratsbüro erinnert daran, dass die «Finanzstrategie 2033» eine enge Zusammenarbeit zwischen dem Stadtrat und dem Gemeinderat im Rahmen der Haushaltskonsolidierung fordert. Eine Stärkung der Rolle des Parlaments mittels einer eigens dafür geschaffenen Finanzkommission würde einen wesentlichen Beitrag zur Erreichung dieses Ziels darstellen.

Aus diesen Gründen beantragt das Stadtratsbüro, die dringliche überparteiliche Motion 20230237 erheblich zu erklären.

Biel, 14. Dezember 2023

Namens des Stadtratsbüros

Der Präsident:

Benedikt Loderer

Der Ratssekretär:

Omar El Mohib

Beilagen:

- dringliche überparteiliche Motion 20230237-
- Mitbericht Gemeinderat

20230237

14. September 2023

überparteiliche  
**Dringliche Motion: Finanzkommission jetzt!**

Die Diskussion um die Form, wie der Stadtrat in die Finanzstrategie und die Finanzsanierung einbezogen wird, ist ein kontrovers diskutiertes Thema. Die Organisation «erweiterte GPK mit Fraktionspräsidien» befriedigt mittelfristig nicht wirklich. Vereinbart war das **gemeinsame** Ausarbeiten der Finanzstrategie und der Finanzsanierung. Bis jetzt wurde der Stadtrat nur marginal miteinbezogen und teilweise vor vollendete Tatsachen gestellt.

Wir beantragen deshalb folgendes Vorgehen:

1. Es wird eine Finanzkommission für die weiteren Arbeiten im Zusammenhang mit der Sanierung des städtischen Finanzhaushaltes geschaffen (Substance 2030). Das Stadtratsbüro legt dem Stadtrat ein Geschäft zur Einsetzung der Finanzkommission vor.
2. Die Finanzkommission erhält folgende Aufgaben:
  - a. Begleitung der Arbeiten des Gemeinderats rund um die Sanierung des städtischen Finanzhaushaltes
  - b. Vorberatende Kommission für Budget, Finanzplan und Rechnung.
3. Die Finanzkommission ist vorerst befristet bis zum Abschluss der Finanzsanierung.

Für die SP-JUSO-Fraktion  
Susanne Clauss



Für die Fraktion Grünes Bündnis  
Christophe Schiess



Für die Fraktion PSR  
Marie Näscher





## **Beantwortung**

### **der dringlichen Interpellation 20230254, Tanner Anna, Fraktion SP/JUSO, «Nutzung Oberes Ried»**

Mit dem vorliegenden dringlichen Vorstoss werden dem Gemeinderat verschiedene Fragen im Zusammenhang mit der zukünftigen Nutzung des ehemaligen Betagtenheimes Oberes Ried unterbreitet.

Der Gemeinderat nimmt zu den Fragen der dringlichen Interpellation wie folgt Stellung:

- 1. Als es darum ging einen neuen Platz für die Menschen aus dem abgewiesenen Zentrum in Bözingen zu suchen, wurde der Vorschlag des «Oberen Rieds» nicht weiterverfolgt und abgelehnt. Familien mussten die Stadt verlassen, Kinder die Schule wechseln. Wie begründet der Gemeinderat diesen Haltungswechsel?**

Im April 2022 wurden die Gebäude des Oberen Rieds dem Kanton Bern als Unterkunft für die Unterbringung der Geflüchteten aus der Ukraine zur Verfügung gestellt. Zudem konnte zu diesem Zeitpunkt noch nicht mit Sicherheit abgeschätzt werden, ob die Gebäude inskünftig noch für die Bedürfnisse der Alterszentren zur Verfügung stehen sollen oder nicht. Dies waren die Gründe, weshalb dem Kanton das «Obere Ried» nicht für die Bewohnenden des Durchgangszentrums angeboten werden konnte

- 2. Der Verein Hospiz Biel/Bienne war im Austausch mit den Liegenschaften der Stadt Biel. Der Verein hat der Stadt Biel das Konzept für ein Hospiz im «Oberen Ried» vorgelegt. Parallel wurde das Projekt Hospiz Biel weiterentwickelt, Geld für den Umbau gesammelt und Zusammenarbeitspartner wie das Spitalzentrum gesucht. Die Stadt hat bis zum aktuellen Zeitpunkt weder eine Zusage noch Absage an den Verein Hospiz erteilt. Nun musste der Verein aus der Zeitung entnehmen, dass das «Obere Ried» für andere Zwecke gebraucht wird. Wie funktioniert die Kommunikation der Stadt mit solchen Anfragen und Vorgängen?**

Der Verein Hospiz wurde bereits am 12.9.2023 - d.h. einige Tage vor den Medienberichten über die allfällige Nutzung des «Oberen Rieds» durch den Kanton für eine Asylunterkunft - über den Sachverhalt informiert. Am 3.10.2023 fand zudem eine persönliche Aussprache zwischen dem Finanzdirektor, einer Mitarbeiterin der Abteilung Liegenschaften und Vertreterinnen und Vertretern des Hospiz-Vorstandes statt. Es ist erklärtes Ziel der Stadt, in solchen Fällen zeitnah, direkt, transparent und umfassend zu informieren. Dies wurde auch im vorliegenden Fall so gehandhabt.

**3. Wurden dem Kanton weitere mögliche Objekte oder Wohnungen für Menschen auf der Flucht von Seiten der Stadt angeboten?**

Dem Kanton wurde bisher nur das «Obere Ried» als Asylunterkunft angeboten. Diese Liegenschaft erfüllt die genannten Anforderungen betreffend Grösse und sofortiger Verfügbarkeit.

**4. Wie wird der Verein Hospiz über den Entscheid der Stadt informiert?**

Informationen folgen zeitgerecht entsprechend den Ergebnissen aus den Verhandlungen mit dem Kanton. Vgl. hierzu auch die Antwort auf die Frage 2.

Biel, 22. November 2023

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr

Barbara Labbé

Beilage:

· Dringliche Interpellation 20230254

(wird von STK ausgefüllt)

Vorstoss Nr. / Interv. no: 20230254  
Termin GR / Délai CM: 22.11.2023  
Direktion / Direction: FIO  
Mitbericht / Corapport: \_\_\_\_\_

SP/Juso Fraktion, Anna Tanner

## Dringliche Interpellation

### Nutzung „Oberes Ried“

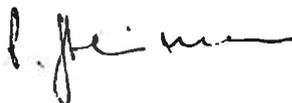
#### Frage(n)

Aufgrund der Mitteilung der Stadt Biel betreffend Vorschlag an den Kanton das «Obere Ried» als Asylunterkunft vorzuschlagen, stellen sich einige Fragen:

1. Als es darum ging einen neuen Platz für die Menschen aus dem abgewiesenen Zentrum in Bözingen zu suchen, wurde der Vorschlag des «oberen Rieds» nicht weiterverfolgt und abgelehnt. Familien mussten die Stadt verlassen, Kinder die Schule wechseln. Wie begründet der Gemeinderat diesen Haltungswechsel?
2. Der Verein Hospiz Biel/Bienne war im Austausch mit den Liegenschaften der Stadt Biel. Der Verein hat der Stadt Biel das Konzept für ein Hospiz im oberen Ried vorgelegt. Parallel wurde das Projekt Hospiz Biel weiterentwickelt, Geld für den Umbau gesammelt und Zusammenarbeitspartner wie das Spitalzentrum gesucht. Die Stadt hat bis zum aktuellen Zeitpunkt weder eine Zusage noch Absage an den Verein Hospiz erteilt. Nun musste der Verein aus der Zeitung entnehmen, dass das obere Ried für anderweitige Zwecke gebraucht wird. Wie funktioniert die Kommunikation der Stadt mit solchen Anfragen und Vorgängen?
3. Wurde dem Kanton weitere mögliche Objekte oder Wohnungen für Menschen auf der Flucht von Seiten Stadt angeboten?
4. Wie wird der Verein Hospiz über den Entscheid der Stadt informiert?

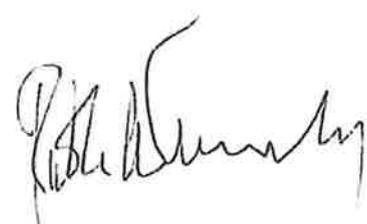
Biel, 4. Oktober 2023

Mitunterzeichnende









Julian R









## Beantwortung

**der Motion 20230186, Koller Levin, SP, Scheuss Urs, Grüne, Tanner Anna, SP, Stolz Joseline, PSR, Cacciabue Anna Louise, JUSO, Pir Chè Celik, PdA, Augsburg-Brom Dana, parteilos, «Ein Lohn zum Leben für alle Bieler:innen»**

Mit der Motion soll der Gemeinderat beauftragt werden, einen Erlass auf Stufe Stadtordnung oder/und Reglement zur Realisierung eines Mindestlohns auf dem Bieler Stadtgebiet auszuarbeiten. Dabei sollen auch Ausnahmen definiert werden (so für Lernende oder Familienmitglieder in Familienbetrieben). Der Mindestlohn soll CHF 23.00 pro Stunde brutto betragen. Ferner soll eine Instanz vorgesehen werden, um die Einhaltung des Mindestlohns zu kontrollieren bzw. durchzusetzen.

Der Gemeinderat begrüsst das sozialpolitische Ziel, dass Personen, die Vollzeit arbeiten, von ihrem Lohn ihren Lebensunterhalt bestreiten können. Mit der Einführung eines Mindestlohns soll ein existenzsichernder Lohn greifen und damit ein wesentlicher Beitrag zur Linderung von Armut trotz Erwerbstätigkeit geleistet werden. Ob die Verankerung eines solchen Mindestlohns auf kommunaler Ebene jedoch zulässig bzw. das adäquate Mittel ist, diese aus Sicht des Gemeinderates unbestrittenen Ziele zu erreichen, kann zum jetzigen Zeitpunkt nicht beantwortet werden.

Der Gemeinderat ist daher bereit, das Anliegen vertieft zu prüfen. Hierzu wird er namentlich rechtliche, wirtschaftliche und sozialpolitische Fragen ausleuchten und Hearings mit Vertreterinnen und Vertreter aus der Wirtschaft, der Gewerkschaften und der Wissenschaft veranstalten. Auch müssen Fragen bezüglich Niedriglohnsituation in Biel, mögliche positive wie auch negative Auswirkungen eines Mindestlohns auf die städtische/regionale Wirtschaft, Verhältnis Gesamtarbeitsverträge und Mindestlohn sowie Aspekte der Umsetzung, namentlich bezüglich des personellen, administrativen und finanziellen Aufwands, beantwortet werden. Die Frage der rechtlichen Zulässigkeit eines Mindestlohns auf kommunaler Ebene wird ebenfalls Gegenstand der Abklärungen sein<sup>1</sup>. Im Übrigen sind auch Gespräche mit Winterthur und Zürich sowie mit Fachexpertinnen und -experten des Bundes und des Kantons (namentlich SECO bzw. BECO) geplant<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Das Gutachten der Städte Zürich, Kloten und Winterthur vom 26. März 2021 (erstellt von Prof. Felix Uhlmann, Prof. Beat Stalder und Martin Wilhelm zur Gültigkeit der Volksinitiativen mit dem Titel «ein Lohn zum Leben») kommt zum Schluss, dass die Einführung eines kommunalen Mindestlohns zulässig ist. Ob dieser Schluss auch im Lichte der kantonal-bernischen Gesetzgebung gezogen werden kann, wird Gegenstand der erwähnten Analyse sein.

<sup>2</sup> Gegen die in der Volksabstimmung gutgeheissenen Mindestlöhne in Zürich und Winterthur sind Rekurse eingegangen, womit deren Einführung auf unbestimmte Zeit verzögert wird (NZZ, Ausgabe vom 8. September 2023, S. 11).

Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, die Motion 20230186 in ein Postulat umzuwandeln und als erheblich zu erklären.

Biel, 1. November 2023

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Der Vize-Stadtschreiber:

Erich Fehr

Julien Steiner

Beilage:  
· Motion 20230186

## **Motion:**

### **Ein Lohn zum Leben für alle Bieler:innen**

Zur Bekämpfung von Armut trotz Arbeit wird der Gemeinderat beauftragt, einen Erlass auf Stufe Stadtordnung oder/und Reglement zur Etablierung eines Mindestlohns auf dem Bieler Stadtgebiet auszuarbeiten und es dem Stadtrat vorzulegen. Er arbeitet den Erlass nach folgenden Eckwerten aus:

1. Der Mindestlohn soll allen Lohnabhängigen ermöglichen, ihren Lebensunterhalt zu angemessenen Bedingungen durch ihre Arbeit zu bestreiten. Insbesondere schützt er vor Armut trotz Erwerbstätigkeit.
2. Der Mindestlohn gilt für alle Lohnabhängigen, welche auf dem Gebiet der Stadt Biel eine Beschäftigung verrichten.
3. Ausnahmen vom Mindestlohn werden auf Reglementsstufe definiert. Diese sollen für befristete Praktika, Lernende in anerkannten Lehrbetrieben, Nebentätigkeiten von Schüler:innen unter 18 Jahren, Familienmitglieder in Familienbetrieben sowie für Stellen zur Integration in den Arbeitsmarkt gelten.
4. Der Mindestlohn beträgt 23 CHF pro Stunde brutto und wird jährlich auf Basis des arithmetischen Mittels zwischen der Jahresteuierung und des Landesindex der Nominallohnentwicklung angepasst, sofern dieses Mittel positiv ist.
5. Ist der vorgesehene Lohn in Einzelarbeitsverträgen, Gesamtarbeitsverträgen oder Normalarbeitsverträgen tiefer als der kommunale Mindestlohn, ist der kommunale Mindestlohn massgebend.
6. Es wird eine Instanz vorgesehen, welche für die Durchsetzung des Mindestlohns und die damit verbundene Kontrollen zuständig ist.
7. Bei Verletzung der Bestimmungen sollen Sanktionierungen wie Bussen vorgesehen werden.

## **Begründung:**

Wer arbeitet, sollte vom Lohn leben können. Leider ist dies heute noch keine Realität. In verschiedenen Sektoren werden heute immer noch Löhne unter 4'000 Franken gezahlt. Die Leidtragenden sind die betroffenen Lohnabhängigen, die oftmals in Armut leben oder einen Zweitjob annehmen müssen, um über die Runden zu kommen. Die Bieler Bevölkerung verdient Besseres, denn ein Lohn zum Leben sollte eine Selbstverständlichkeit sein. Die Stadt Zürich hat gezeigt, wie eine Stadt die Problematik der Armut trotz Arbeit angehen kann. Die Stadtzürcher Stimmberechtigten, haben am 18. Juni einen städtischen Mindestlohn mit 69% Ja-Anteil befürwortet. In Winterthur wurde ebenfalls eine Volksinitiative für einen Mindestlohn

von 23 Franken pro Stunde mit einer Mehrheit von 65% angenommen. Ein Mindestlohn könnte auch für die Stadt Biel eine mehrheitsfähige Lösung darstellen, um die Armut zu bekämpfen.

Biel/Bienne, 28.06.2023

Fraktionen SP/JUSO, PSR & Grünes Bündnis



Levin Koller (SP)



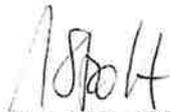
Marie Moeschler (PSR)



Urs Scheuss (Grüne)



Anna Tanner (SP)



Joseline Stolz (PSR)



Louise Cacciabue (JUSO)



Pir Chê Celik (PdA)



Dana Augsbüger-Brom (parteilos)



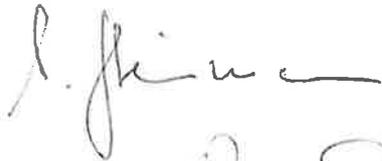
PdA



(le Centre)



Julia



S. Fin



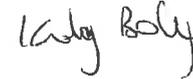
P. Beck



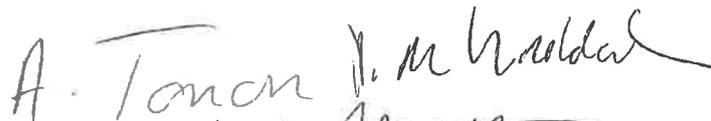
Bach



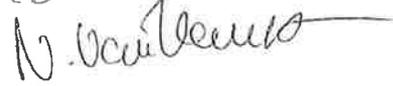
St. Lenz



Wally Boly



A. Tanner



N. Vautour



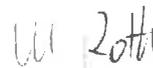
T. Fin



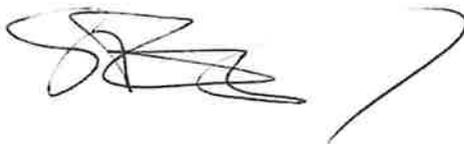
M. Legy



St. Lenz



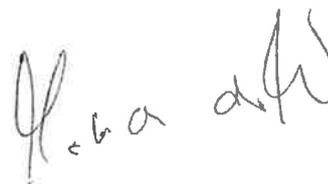
W. Zotti



St. Lenz



St. Lenz



St. Lenz



## Beantwortung

**des überparteilichen Postulats 20230188, Rüber Stefan, Fraktion Grünes Bündnis, Eggli Roland, GLP, Eggimann Roman, FDP, «Erhalt des industriellen Erbes der Stadt Biel («Reusine»)»**

*Biel besitzt ein bedeutendes gebautes industrielles Erbe, welches die Identität der Stadt massgebend prägt. Sein Erhalt dient dem historischen Respekt, unterstützt die städtische Klimastrategie, erhöht die lokale Wertschöpfung, fördert die funktionale Durchmischung und somit den städtischen Charakter der Quartiere und macht die Stadt damit insgesamt attraktiver und lebendiger. Dieses Erbe und den einzigartigen Charakter der Industriegebiete und -gebäude zu erhalten, liegt somit im Interesse der Stadt.*

*Mit diesem oben erwähnten Postulat wird der Gemeinderat beauftragt aufzuzeigen:*

- 1) Wie die Stadt Biel sicherstellt, dass das gebaute Industrielle Erbe als wichtiger Bestandteil der Stadtplanung etabliert wird, um dessen historischen und kulturellen Wert zu sichern.*
- 2) Welche Instrumente bestehen oder geschaffen werden können, um das notwendige städtische Engagement sicherzustellen.*
- 3) Wie die relevanten Stakeholder: innen (u.a. Eigentümer:innen, Behörden, Planer:innen, Investor:innen, Nutzer:innen) eingebunden werden können, um dieses Ziel zu unterstützen.*
- 4) Welche übergeordneten Gesetze berücksichtigt werden müssen und welcher gesetzliche Handlungsspielraum für die Stadt Biel zur Verfügung steht.*
- 5) In welcher Form und Regelmässigkeit die Öffentlichkeit über die diesbezüglichen Tätigkeiten, Fortschritte und Erfolge informiert wird.*
- 6) Wie der Gemeinderat gedenkt, sich für den Erhalt des gebauten industriellen Erbes der Stadt Biel einzusetzen.*

Der Gemeinderat teilt die Ansicht der Postulanten, dass die Geschichte der Industrie die Identität der Stadt Biel in hohem Masse prägt. Verschiedene aktuelle und ehemalige grosse Fabrikareale sind wichtige und markante Bestandteile der Stadtlandschaft. Daneben tragen auch weitere bauliche Strukturen, wie die zahlreichen, in das Siedlungsgefüge eingebundenen kleinen Fabriken und Ateliers, beträchtlich zum typischen Siedlungscharakter bei.

Mit reUsine engagiert sich eine private Bewegung für die Erhaltung dieser geschichtlich relevanten Bausubstanz. Ein erstes Treffen der Vertretungen der Stadtverwaltung und des Gemeinderats mit dem Komitee von reUsine fand Anfang 2023 statt. Bei dieser Gelegenheit wurde die Wichtigkeit der industriellen Vergangenheit Biels betont und die Notwendigkeit, im Hinblick auf den aktuellen Klimawandel die bestehenden Bauten möglichst weiter zu nutzen. Ausserdem wurde auf die baurechtlichen Rahmenbedingungen in der Schweiz hingewiesen und auf das Gewicht, das dadurch den privaten Grundeigentümerinnen und -eigentümern zukommt. Die Gemeindebehörde kann nämlich den Abriss eines Gebäudes nicht verhindern, wenn dieses auf kantonaler Ebene nicht geschützt ist (siehe [Pressemitteilung](#) im Anschluss an das Treffen).

Auf der Grundlage dieser Feststellungen haben die Stadt Biel und das Komitee von reUsine die Gespräche weitergeführt. Verschiedene Massnahmen, welche in die gleiche Richtung zielen wie die im Postulat genannten Punkte, wurden dabei diskutiert. Insbesondere:

- **Charta.** Die Vertreterinnen und Vertreter der Stadt Biel und des Komitees von reUsine haben vereinbart, die Erhaltungsziele für das gebaute Industrieerbe sowie das gemeinsame Engagement aller im Bereich der Stadtentwicklung tätigen Akteurinnen und Akteure in einer Charta festzuhalten. Neben der Stadt Biel und reUsine sollen auch private Eigentümerinnen, Architekten, lokale Bauunternehmerinnen usw. diese Charta unterzeichnen. Gleichzeitig wird sie als Kommunikations- und Sensibilisierungsinstrument sowie als Leitlinie für die Entwicklung von Projekten dienen.

Ein Entwurf der Charta wird derzeit erarbeitet, der definitive Text sollte bald vorliegen. Der Gemeinderat weist jedoch darauf hin, dass die Unterzeichnung allein nicht ausreichen wird, um die darin enthaltenen Ziele zu erlangen. Dafür müssen noch grosse Lobbying-Anstrengungen unternommen werden, nicht nur seitens der Stadt, sondern aller Beteiligten – in erster Linie reUsine und der Berufsverbände im Baubereich –, um einen Schneeballeffekt zu erzeugen und schrittweise das Interesse und die Unterstützung der betroffenen Eigentümerinnen und Eigentümer zu gewinnen.

- **Umfassende städtebauliche Überlegungen.** Weiter zielen Überlegungen zum Umgang mit bedeutungsvollen Industrie- und Gewerbebauten darauf, diese in den Kontext der Siedlungserneuerung als Daueraufgabe der Stadtplanung zu stellen und eine entsprechende Strategie aufzubauen. Stossrichtung ist dabei eine ausgewogene, ressourcenschonende und identitätsbildende Stadt- und Quartierplanung mit verstärkter Aufmerksamkeit für Gebiete mit Erneuerungsbedarf.

Ein strategisches Instrument zur Stadtentwicklung wäre mit Sicherheit äusserst nutzbringend und das Fehlen eines solchen stellt eine Lücke dar. Als Leitlinie müsste dieses Instrument flexibel genug sein, um sich Entwicklungen laufend anzupassen und so den rasanten gesellschaftlichen, ökologischen und wirtschaftlichen Veränderungen unserer Zeit Rechnung zu tragen. Ausserdem sollte es sich nicht auf eine einzige Fragestellung beschränken, sondern muss verschiedene Themenbereiche koordiniert behandeln und dabei die unterschiedlichen Aspekte der Stadtentwicklung berücksichtigen (z.B. Anpassung an den Klimawandel, Vernetzung der Erholungsräume, Lebensqualität in den Quartieren, Stärkung der Zentren, Erreichbarkeit und Anbindung, Wohnungspolitik usw.).

Es gilt also, eine Entwicklungsstrategie für die Stadt Biel ausgehend von spezifischen Themen – in diesem Fall die industrielle Identität – zu erarbeiten und anschliessend die verschiedenen Themenbereiche in einem koordinierten Instrument zusammenzufügen. Diese Gesamtstrategie könnte dann als Grundlage für eine Revision der städtischen Bauvorschriften dienen. Hierbei ist zu beachten, dass die Ausarbeitung einer solchen Strategie in den Zuständigkeitsbereich der Behörden und der Stadtverwaltung fällt. Die verschiedenen Interessengruppen werden nach den gesetzlich festgelegten formellen Verfahren miteinbezogen.

- **Sensibilisierung der Bevölkerung.** Angesichts der Wichtigkeit des Bieler Industrieerbes und der Notwendigkeit, die Bevölkerung dafür zu sensibilisieren, wurde hierzu eine eigene Seite auf der Website der Stadt Biel erstellt: <https://www.biel-bienne.ch/de/industrielles->

[erbe.html/3255](#). Diese wird laufend aktualisiert und deren Inhalt wird ebenfalls auf den offiziellen sozialen Netzwerken der Stadt veröffentlicht (X und Instagram).

Das gebaute Industrieerbe Biels wurde in hohem Masse von der Uhrmacherei geprägt – deshalb hat der Gemeinderat entschieden, dieses Erbe besonders zur Geltung zu bringen. Zu diesem Zweck hat er ein gemeinsames Projekt mit der Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte gutgeheissen, das die Herausgabe eines Stadtführers über das Erbe der Bieler Uhrenindustrie vorsieht. Geplant ist, dass die Stadt Biel Tafeln mit dem Inhalt des Kunstführers an geschichtsträchtigen Gebäuden und Orten der Bieler Uhrenindustrie im öffentlichen Raum anbringt. Dank einem QR-Code können im Internet noch weitere Informationen entdeckt werden. Auf diese Weise werden die Spuren der Uhrenindustrie sowohl in einem Buch, im Internet und in den Strassen der Stadt zugänglich gemacht. Zur Durchführung dieses Projekts hat der Gemeinderat einen Kredit von 140 000 Franken genehmigt. Dieser wird jedoch nur freigegeben, wenn die Hälfte dieser Summe durch Dritte finanziert wird.

Der Gemeinderat beantragt deshalb dem Stadtrat, das überparteiliche Postulat erheblich zu erklären.

Biel, 22. November 2023

Namens des Gemeinderates

Der Stadtpräsident:

Die Stadtschreiberin:

Erich Fehr

Barbara Labbé

Beilage:

· Überparteiliches Postulat 20230188

Frist: 15. 11. 23

PRA

### Überparteiliches Postulat

### ERHALT DES INDUSTRIELLEN ERBES DER STADT BIEL («REUSINE»)

Der Gemeinderat wird mit diesem Postulat beauftragt aufzuzelgen:

- wie die Stadt Biel sicherstellt, dass das gebaute Industrielle Erbe als wichtiger Bestandteil der Stadtplanung etabliert wird, um dessen historischen und kulturellen Wert zu sichern.
- welche Instrumente bestehen oder geschaffen werden können, um das notwendige städtische Engagement sicherzustellen.
- wie die relevanten Stakeholder:Innen (u.a. Eigentümer:Innen, Behörden, Planer:Innen, Investor:Innen, Nutzer:Innen) eingebunden werden können, um dieses Ziel zu unterstützen.
- welche übergeordneten Gesetze berücksichtigt werden müssen und welcher gesetzliche Handlungsspielraum für die Stadt Biel zur Verfügung steht.
- in welcher Form und Regelmässigkeit die Öffentlichkeit über die diesbezüglichen Tätigkeiten, Fortschritte und Erfolge informiert wird.
- wie der Gemeinderat gedenkt, sich für den Erhalt des gebauten Industriellen Erbes der Stadt Biel einzusetzen.

#### Begründung:

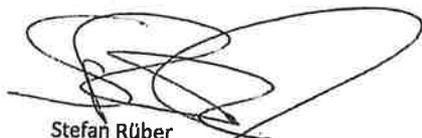
Biel besitzt ein bedeutendes gebautes Industrielles Erbe, welches tief in der Geschichte der Stadt verwurzelt ist und Ihre Identität geprägt hat. Der Erhalt dieses kulturellen Schatzes dient nicht nur dem historischen Respekt, sondern unterstützt auch die städtische Klimastrategie, erhöht die lokale Wertschöpfung, fördert durch Nutzungen wie Büros, Werkplätze und Wohnraum den städtischen Charakter der Quartiere und macht die Stadt damit insgesamt attraktiver und lebendiger. Dieses Erbe zu verfechten und den einzigartigen Charakter Ihrer Industriegebiete und -gebäude zu erhalten, liegt im ureigenen Interesse der Stadt.

Die Postulanten könnten sich vorstellen, dass als Instrument eine Erklärung, Charta oder Leitlinien erarbeitet werden, welche diese Zielsetzung unterstützen. Dabei sollten konkrete und umsetzbare Richtlinien, Kriterien und Massnahmen beschrieben werden, die bei der Renovierung, Nutzung und dem Erhalt dieser Industriegebäude und -areale anzuwenden sind, wobei der Erhalt des architektonischen Charakters betont und gleichzeitig die Möglichkeit für neue Nutzungen vorgesehen werden sollte. Das Engagement der Stadt Biel würde darin bestehen, alle Stakeholder:Innen proaktiv zur Unterstützung und Anerkennung dieser Erklärung, Charta oder Leitlinien zu ermutigen und dabei den Fokus auf die Sensibilisierung der Wichtigkeit des Industriellen Erbes und dessen Integration in die Stadtentwicklung zu legen.

Um die genannten Ziele umzusetzen, ist es zudem entscheidend, dass die Stadt Biel den bestehenden gesetzlichen Handlungsspielraum voll ausschöpft und auf übergeordneter Ebene agiert, um notwendige gesetzliche Anpassungen oder Ergänzungen voranzutreiben. Dies würde den Erhalt und die nachhaltige Weiterentwicklung des industriellen Erbes effizienter gestalten.

Transparenz spielt in diesem Prozess eine wichtige Rolle. Die Stadt Biel sollte daher regelmässig über Ihre Bemühungen und Fortschritte im Bereich des industriellen Erbes informieren. So kann sichergestellt werden, dass die Öffentlichkeit und insbesondere spezifische Interessengruppen, wie beispielsweise das Komitee «reUsine» mit seinen rund 1'500 Unterstützenden, Einblick in die geleistete Arbeit und den erreichten Fortschritt erhalten.

Biel/Bienne, 28. Juni 2023



Stefan Rüber  
Fraktion Grünes Bündnis



Roland Eggli  
Grünliberale Partei



Florian Eggimann  
FDP. Die Liberalen